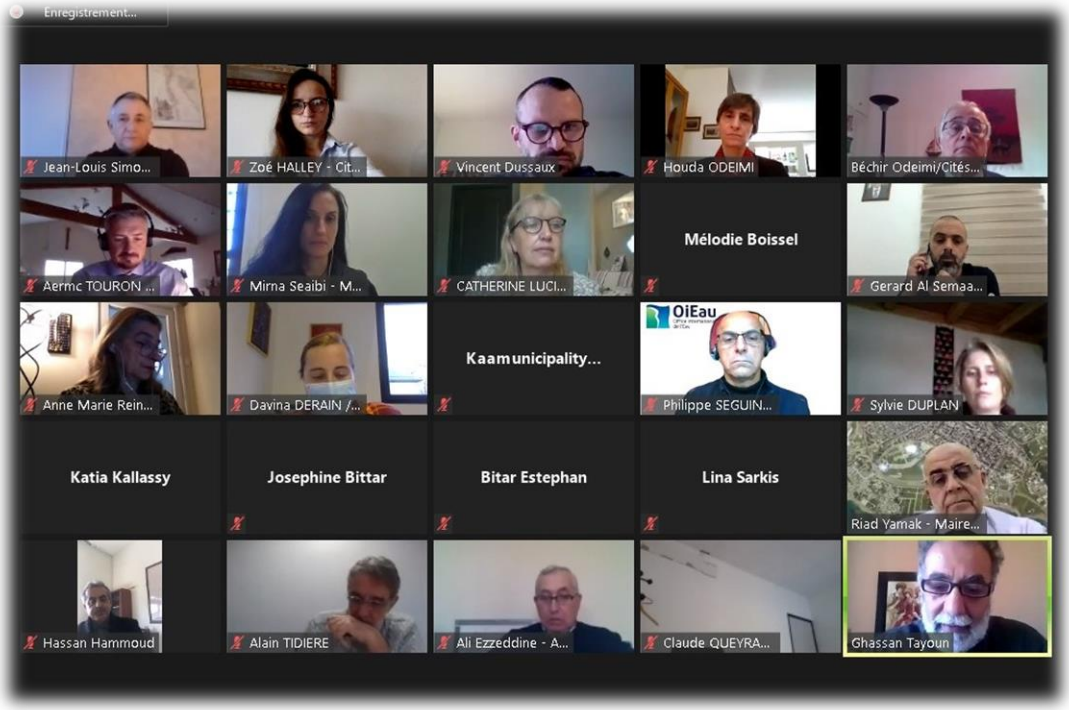
البلديات واتحادات البلديات
لجنة رؤساء البلديات اللبنانية
Comité des Maires Libanais

BUREAU TECHNIQUE DES VILLES LIBANAISES
المكتب التقني للبلديات اللبنانية

UNITED CITIES AND LOCAL GOVERNMENTS
CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS
CIUDADES Y GOBIERNOS LOCALES UNIDOS
مدينة المدن والحكومات المحلية المتحدة

Cités Unies Liban / Bureau Techniques des Villes Libanaises (BTVL)

Rapport d'activités 2020



Sverige

fons mallorquí
de solidaritat i cooperació

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union européenne, de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) et du Fons Mallorqui. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de Cités Unies Liban / Bureau technique des villes libanaises et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne, de l'ASDI et de celle du Fons Mallorqui

Sommaire

..... 1

Liste des abréviations..... 3

1. Le mot du Directeur 4

2. Les villes membres du réseau..... 5

3. L'équipe 8

4. L'animation du réseau de villes membres/ Comité des Maires Libanais 9

5. Le renforcement et le développement des partenariats franco-libanais. 12

5.1. Participation aux réunions du Comité de pilotage (COPIL) du Fonds d'appui à la coopération décentralisée franco-libanaise de la DAECT/MEAE ainsi qu'à des réunions avec Cités Unies France13

5.2. Organisation de formations et d'échanges d'expérience en partenariat avec les institutions françaises 14

Protocole d'accord..... 14

5.3. Missions à des fins d'identification et de suivi des partenariats en France 18

5.4. Missions et réunions à des fins d'identification et de suivi des partenariats au Liban 19

6. Le renforcement institutionnel et la mise en œuvre de projets techniques 21

- 6.1. Projet d'assistance technique aux Bureaux Municipaux de Développement Local de quinze collectivités locales au Liban (2018-2019)..... 21
- 6.2 Projet de renforcement et de mise en réseau des élus et techniciens municipaux au Liban (2019-2021)..... 24
- 6.3. Projet de création d'une Agence urbaine et de développement territorial dans le nord Liban (2019-2021) 27
- 6.4. Projet de Soutien Opérationnel aux Collectivités Libanaises pour l'Environnement : SOCLE (2019-2021)..... 29
- 6.5. Projet de soutien à la structuration et à l'organisation des services de police municipale des collectivités locales libanaises (2019-2020) 33
- 6.6. Projet d'élaboration d'outils de Gestion des ressources humaines municipales..... 34
- 6.7. Projet de Création du Centre de Formation des Municipalités du Liban : CEFOM 35
- 6.7. Projet de renforcement des collectivités locales libanaises sur la gouvernance locale de la migration (2020-2021) 36
- 6.8. Projet d'appui aux municipalités libanaises dans le domaine du développement économique local et de la participation citoyenne (2020-2022)..... 38

Liste des abréviations

ADEME : Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie

ADL : Agent de Développement Local

ALMEE : Agence Libanaise pour la Maîtrise de l'Energie et l'Environnement

BMDL : Bureau Municipal de Développement Local

BTVL : Bureau Technique des Villes Libanaises

CEFOM : Centre de Formation des Municipalités du Liban

CML : Comité des Maires Libanais

CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale

CUF : Cités Unies France

DAECT : Direction pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales

FICOL : Facilité de Financement des Collectivités territoriales françaises

FdM : Fédérations des Municipalités

FNAU : Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme

ICMPD : International Center for Migration Policy Development

MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français

MIM : Ministère de l'Intérieur et des Municipalités libanais

Région AURA : Région Auvergne Rhône Alpes

Région PDL : Région Pays de la Loire

Région IDF : Région Île-de-France

Région Sud PACA : Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

SOCLE : Soutien Opérationnel aux Collectivités Libanaises pour l'Environnement

1. Le mot du Directeur

Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises anime le réseau de collectivités locales libanaises membres de l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) ainsi que le Comité des Maires Libanais. Le réseau libanais rassemblait, en cette année 2020, 75 municipalités et fédérations des municipalités qui ont participé à des séminaires, réunions, formations souvent en ligne mais permettant d'accroitre leurs compétences, de mettre en œuvre des projets de développement et de dynamiser leurs relations internationales autant que possible en cette période particulière.

L'année 2020, qui fait suite à une fin d'année 2019 déjà marquée par un mouvement de contestation sociale d'ampleur nationale, a vu la crise économique atteindre son paroxysme. Beaucoup de Libanais ont quitté le pays ou vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Cet échec est d'ailleurs palpable à travers la succession de différents gouvernements, tous dans l'incapacité de gérer une crise multiformes aggravée par l'impasse sanitaire mondiale. L'impact sur les collectivités locales libanaises n'en a été que plus dévastateur et nombreuses sont celles qui ont dû licencier du personnel, diminuer les salaires, etc. tout en continuant à assumer leurs responsabilités et à délivrer des services publics de base.

La double explosion du Port de Beyrouth le 4 août dernier est venue médiatiser cette situation de désarroi rampante et, malgré les pertes humaines et matérielles importantes, elle a mis en avant une solidarité et une volonté à toute épreuve, incluant à la fois les acteurs de la société civile, les habitants, les collectivités locales libanaises et les partenaires de coopération étrangers. Les récents événements ont donc encore une fois placé les collectivités locales au cœur de l'action locale, d'urgence cette fois. Cette prise de conscience internationale du rôle crucial des collectivités locales renforce la nécessité de la décentralisation au Liban et de l'octroi aux collectivités locales des ressources nécessaires pour remplir les responsabilités qui leur incombent.

C'est pourquoi, malgré un climat politique et économique tendu, Cités Unies Liban / Bureau technique des villes libanaises a maintenu ses activités en les adaptant en ligne ; un format nouveau auquel les collectivités locales libanaises ont également su s'adapter et qui a permis à toute l'équipe de poursuivre les divers projets en cours. Le développement des outils numériques a aussi donné l'occasion de toucher davantage de collectivités étrangères, peut-être moins accessibles habituellement, et d'ouvrir les discussions sur le besoin de repenser les axes d'action de la coopération décentralisée au Liban au vu de tous les éléments cités ci-dessus.

Enfin, un grand merci à nos partenaires libanais, français, espagnols et de tout pays qui ont maintenu voire accentuer leurs efforts dans le cadre d'actions mises en place au Liban et qui n'ont fait que confirmer la pertinence et l'utilité de notre travail. Une année complexe donc mais pour le moins porteuse d'avenir !

Béchir ODEIMI
Président de Cités Unies Liban
Directeur du Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL)

2. Les villes membres du réseau

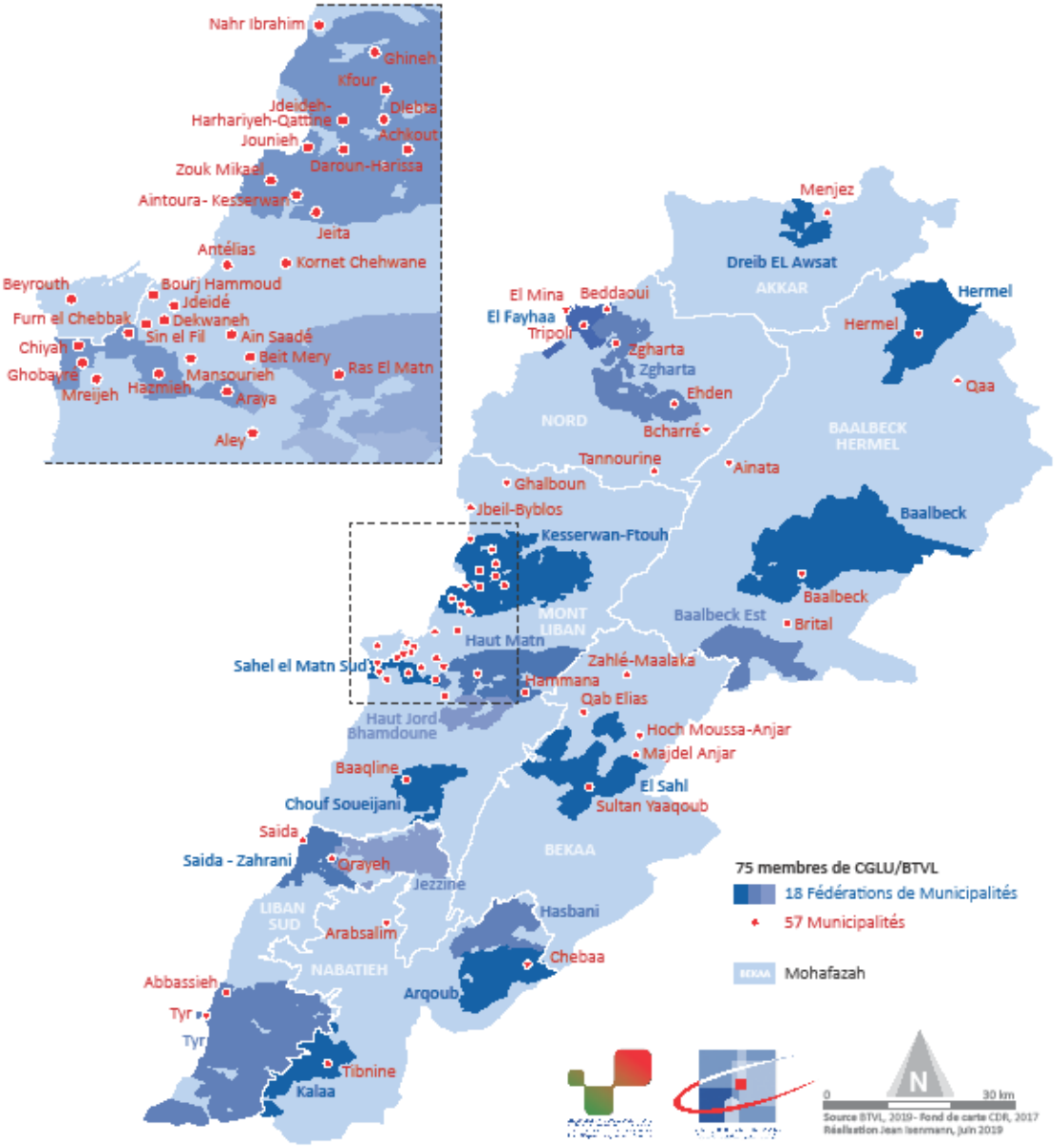
Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL) est le représentant au Liban de l'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). L'association anime en 2020 un réseau de 75 membres (57 municipalités et 18 fédérations de municipalités), représentant ainsi 335 villes et plus de 70% de la population libanaise.

	Collectivité	Région
1	Beyrouth	Beyrouth
2	F.M. El Sahl	Békaa
3	Sultan Yaacoub	Békaa
4	Hoch Moussa - Anjar	Békaa
5	Zahlé - Maalaka	Békaa
6	Kab Elias	Békaa
7	MajdelAnjar	Békaa
8	F.M. Jezzine	Liban Sud
9	F.M. Tyr	Liban Sud
10	F.M. Saida - Zahrani	Liban Sud
11	Abbassieh	Liban Sud
12	Qrayeh	Liban Sud
13	Tyr	Liban Sud
14	Saida	Liban Sud
15	F.M. El Fayhaa	Liban Nord
16	Beddaoui	Liban Nord
17	El Mina	Liban Nord
18	F.M. Dreib EL Awsat	Liban Nord
19	F.M. Zgharta	Liban Nord
20	Bcharré	Liban Nord
21	Tannourine	Liban Nord
22	Zgharta - Ehden	Liban Nord
23	Tripoli	Liban Nord
24	Menjez	Liban Nord
25	F.M. Hasbani	Nabatieh
26	F.M. Arkoub	Nabatieh
27	F.M. Kalaa	Nabatieh
28	Tibnine	Nabatieh
29	Chebaa	Nabatieh
30	Arabsalim	Nabatieh
31	F.M. Hermel	Baalback - El - Hermel
32	F.M. Baalbeck	Baalback - El - Hermel
33	F.M. Baalbeck Est	Baalback - El - Hermel

34	Kaa	Baalback - El - Hermel
35	Hermel	Baalback - El - Hermel
36	Brital	Baalback - El - Hermel
37	Baalbeck	Baalback - El - Hermel
38	Ainata	Baalback - El - Hermel
39	F.M. Haut Jord Bhamdoune	Mont Liban
40	F.M. ChoufSoueijani	Mont Liban
41	F.M. Haut Matn	Mont Liban
42	F.M Sahel el Matn Sud	Mont Liban
43	F.M. Kesserwan-Ftouh	Mont Liban
44	Jdeidé- Bouchrieh- Sed	Mont Liban
45	Jdeideh-Harhariyeh-Kattine	Mont Liban
46	Hazmieh	Mont Liban
47	Dekwaneh - Mar Roukoz- Dahr el Hosayn	Mont Liban
48	Chiyah	Mont Liban
49	Ghobayré	Mont Liban
50	Ghineh	Mont Liban
51	Kfour	Mont Liban
52	Mreijeh - Tehwitat el Ghadir - El Laylaké	Mont Liban
53	Mansourieh - Mkalless - Daychouniyeh	Mont Liban
54	Antélias	Mont Liban
55	BourjHammoud	Mont Liban
56	Baakline	Mont Liban
57	Beit Mery	Mont Liban
58	Jbeil - Byblos	Mont Liban
59	Jeita	Mont Liban
60	Jounieh	Mont Liban
61	Hammana	Mont Liban
62	Daroun - Harissa	Mont Liban
63	Dlebta	Mont Liban
64	Ras El Matn	Mont Liban
65	Zouk Mikael	Mont Liban
66	Sin el Fil	Mont Liban
67	Araya	Mont Liban
68	Aley	Mont Liban
69	Achkout	Mont Liban
70	Ain Saadé	Mont Liban
71	Aintoura - Kesserwan	Mont Liban

72	Ghalboun	Mont Liban
73	Furn el Chebbak - Aïn el Remmaneh - Tehwitat el Nahr	Mont Liban
74	Kornet Chehwane - Aïn Ar - Beit El KiKo - Hbouss	Mont Liban
75	Nahr Ibrahim	Mont Liban
F.M. = Fédération de Municipalités		

MUNICIPALITÉS ET FÉDÉRATIONS DE MUNICIPALITÉS ADHÉRENTES À CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS
CITÉS UNIES LIBAN / BUREAU TECHNIQUE DES VILLES LIBANAISES



3. L'équipe

Cités Unies Liban/BTVL s'appuie sur une équipe permanente de dix personnes, renforcée par des consultants et experts externes pour la mise en place des projets.

1. **M. Béchir ODEIMI**

   Président de Cités Unies Liban et directeur du Bureau Technique des Villes Libanaises
2. **Mme Houda ODEIMI**

   Responsable du développement et de la coordination
3. **Mme Nisrine MALAEB**

   Chargée de la comptabilité et de l'administration
4. **Mme Mayssa TANNIR**

   Responsable des projets
5. **Mme Sarah ARBEZ**

   Chargée de projets
6. **Mme Maya ACHKAR**

   Interprète et chargée de projets
7. **Mme Zoé HALLEY**

   Chargée de projets et de communication
8. **Mme Adèle ELIA**

   Secrétaire et assistante administrative
9. **M. Samer ABOU CHACRA**

   Agent polyvalent

---

10. **M. Sami MENKARA**

    Conseiller de Cités Unies Liban

4. L'animation du réseau de villes membres/ Comité des Maires Libanais

Cités Unies Liban/BTVL est également responsable de l'animation du Comité des Maires Libanais, élu par les villes membres de CGLU et présidé par la ville de Beyrouth. Ce Comité a vocation à dialoguer avec le gouvernement et les instances internationales pour une réflexion globale et concertée concernant l'institution municipale, son rôle de pourvoyeur de services publics et le développement local d'une manière générale. Les objectifs généraux sont de favoriser la politique de décentralisation au Liban et de développer les compétences des collectivités locales sur les secteurs dont elles ont la charge.

La volonté d'organiser le mouvement municipal au Liban s'est traduite par la mise en place, dès 1995, du premier Comité des Maires Libanais (CML). Il est composé par les élus des villes membres de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Ce Comité est,pour la période 2017-2020, présidé par le Maire de Beyrouth, M.ITANI, dont les Vice-Présidents sont M. EL KHALIL, Maire de Ghobeyri, M. GEBARA, Maire deJdeidé et M. ZOGAIB, Maire de Zahlé.

	Membre	Fonction
1	Beyrouth	Président
2	Ghobeyri	Vice-président
3	Jdeidé	Vice-président
4	Zahlé	Vice-président
5	Aley	Membre
6	Baalbeck	Membre
7	Furn El Chebbak	Membre
8	Jounieh	Membre
9	Nahr Ibrahim	Membre
10	Saida	Membre
11	Tibnine	Membre
12	Tripoli	Membre
13	Zgharta/Ehden	Membre
14	Zouk Mikael	Membre

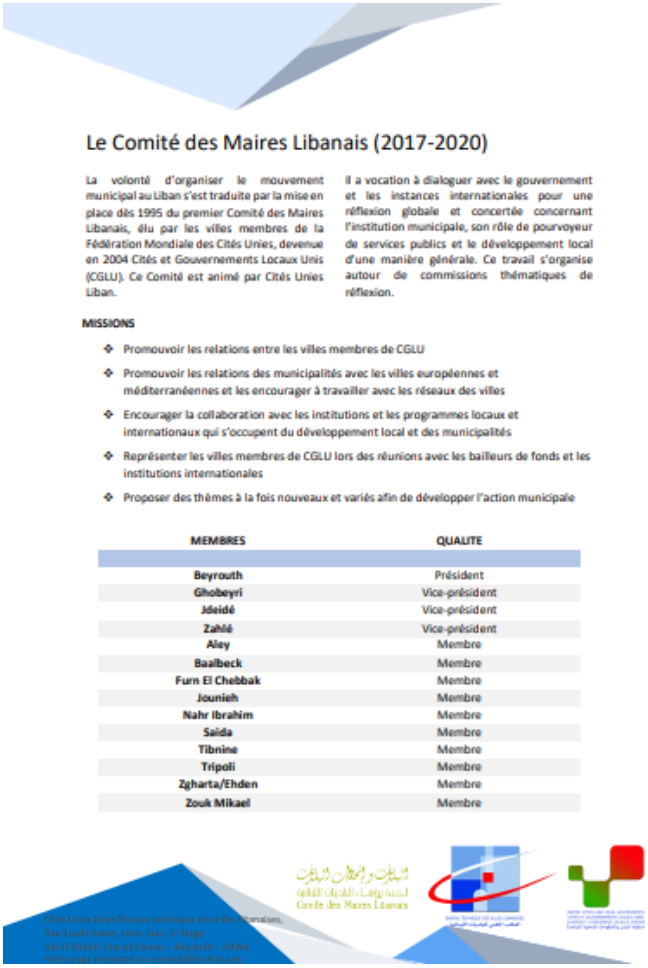
Le CML a pour but de dynamiser le mouvement municipal au Liban et de créer les conditions de transformation des souhaits des maires en actions répondant aux différents besoins exprimés lors des séminaires, réunions, congrès et visites techniques, notamment en Europe.

Les besoins identifiés sont multiples et concernent à la fois la nécessité de dialogue avec les autorités gouvernementales et les bailleurs de fonds, l'importance de développer les relations avec les réseaux de villes et enfin le désir de promouvoir le partage d'expériences.

C'est pourquoi, tout au long de l'année, le CML remplit les missions suivantes :

- Promouvoir les relations entre les villes membres de CGLU ;
- Promouvoir les relations des municipalités avec les villes européennes et méditerranéennes et les encourager à travailler avec les réseaux des villes ;
- Encourager la collaboration avec les institutions et les programmes locaux et internationaux qui s'occupent du développement local et des municipalités ;
- Représenter les villes membres de CGLU lors des réunions avec les bailleurs de fonds et les institutions internationales ;
- Proposer des thèmes à la fois nouveaux et variés afin de développer l'action municipale ;
- Encourager les villes à adhérer à CGLU.

Une fiche a d'ailleurs été réalisée sur le Comité des Maires afin de mettre en avant ce travail. Elle est disponible sur notre site internet sur la page dédiée.



Le Comité des Maires Libanais (2017-2020)

La volonté d'organiser le mouvement municipal au Liban s'est traduite par la mise en place dès 1995 du premier Comité des Maires Libanais, élu par les villes membres de la Fédération Mondiale des Cités Unies, devenue en 2004 Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Ce Comité est animé par Cités Unies Liban.

Il a vocation à dialoguer avec le gouvernement et les instances internationales pour une réflexion globale et concertée concernant l'institution municipale, son rôle de pourvoyeur de services publics et le développement local d'une manière générale. Ce travail s'organise autour de commissions thématiques de réflexion.

MISSIONS

- Promouvoir les relations entre les villes membres de CGLU
- Promouvoir les relations des municipalités avec les villes européennes et méditerranéennes et les encourager à travailler avec les réseaux des villes
- Encourager la collaboration avec les institutions et les programmes locaux et internationaux qui s'occupent du développement local et des municipalités
- Représenter les villes membres de CGLU lors des réunions avec les bailleurs de fonds et les institutions internationales
- Proposer des thèmes à la fois nouveaux et variés afin de développer l'action municipale

MEMBRES	QUALITE
Beyrouth	Président
Ghobeyri	Vice-président
Jdeidé	Vice-président
Zahlé	Vice-président
Aley	Membre
Baalbeck	Membre
Furn El Chebbak	Membre
Jounieh	Membre
Nahr Ibrahim	Membre
Saïda	Membre
Tibnine	Membre
Tripoli	Membre
Zgharta/Ehden	Membre
Zouk Mikael	Membre

Dans le cadre de son travail, le Comité des Maires libanais est appuyé par le *Fons Mallorqui* à travers le Projet d'appui au comité des maires libanais pour répondre à la crise des réfugiés syriens. Il a ainsi créé des commissions thématiques qui ont pour rôle de se réunir autour d'une problématique, d'un projet, d'une coopération et de rencontrer des institutions impliquées (parlement libanais, gouvernement libanais, institutions internationales…) sur ces thématiques afin de dialoguer autour des problématiques rencontrées, des solutions, des projets…

Cette année, 6 commissions thématiques ont été mises en place : les commissions "finances", "lois et règlements", "santé et environnement", "économie et développement local", "sécurité et police municipale" et "culture, tourisme et patrimoine".

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du Projet d'appui au comité des maires libanais pour répondre à la crise des réfugiés syriens :

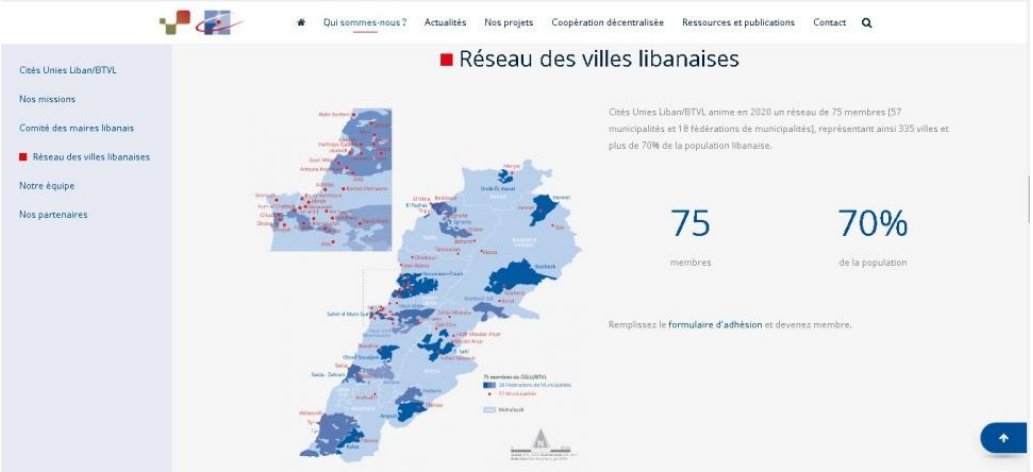
- ✓ *Le 18 février, Municipalité de Beyrouth (Liban)* : Le Comité des Maires Libanais s'est réuni afin de faire un tour d'horizon de la crise actuelle et des priorités de travail. A été présenté lors de cette réunion le protocole d'accord franco-libanais qui prévoit la mise en place d'un programme national de formation pour les municipalités (CEFOM). A cet égard, le CML a souligné la nécessité de revoir les capacités, notamment techniques (informatiques), des municipalités et fédérations des municipalités afin d'être en mesure de suivre ce programme national de formation. L'engouement autour de la nécessité d'un tel projet a été renforcé à cette occasion. Aussi, il a été convenu qu'une date serait prise pour s'entretenir avec le Ministre de l'Intérieur et des Municipalités afin de lui présenter le projet d'amendement de la loi sur les taxes et redevances municipales préparée par la commission « économie locale et finances municipales ». Il a également été proposé de former un comité restreint afin de réfléchir, notamment, à un amendement du nouveau projet de loi modifiant la loi municipale qui serait ensuite présenté à la commission parlementaire. Ce point a davantage été discuté lors d'une réunion du comité restreint le 26 février, à la Municipalité de Beyrouth.

- ✓ *Les 3 et 10 juin, Municipalité de Beyrouth (Liban)* : deux réunions du Comité restreint issu du Comité des Maires et chargé de l'étude des projets d'amendement de la loi municipale et de la loi sur la décentralisation administrative se sont donc tenues. Elles ont permis d'échanger sur les projets de loi. Les réflexions se poursuivent à ce sujet.

Résultats : Si les activités sont toujours en cours, des amendements de loi ont donc déjà été produits grâce au travail du Comité des Maires, particulièrement lors de Comité restreint. Notamment un amendement du règlement intérieur de la police municipale, un amendement de la loi municipale et une analyse des résultats d'enquête sur le renforcement de la participation citoyenne dans le domaine municipal.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre de l'animation du réseau des villes membres :

En parallèle, l'année 2020 a été l'occasion pour Cités Unies Liban/BTVL de poursuivre la mise à jour de ses outils de communication. Suite à la réalisation, en 2019, de la brochure du bureau ainsi que de nombreuses fiches projets et cartes, il a été question cette année de créer un nouveau site internet. Cette action a été réalisée dans le cadre du projet de renforcement des capacités et de mise en réseau des techniciens et élus municipaux.



Cités Unies Liban / BTVL travaille depuis plusieurs mois sur la refonte de son site internet pour une meilleure visibilité et une plus grande facilité d'utilisation pour les collectivités et autres partenaires de coopération décentralisée. Ainsi, depuis octobre dernier, vous avez accès à la version française de notre nouveau site internet disponible également en anglais et en arabe depuis le mois de janvier afin de garantir un accès optimal à l'information, pour les collectivités locales libanaises notamment.

Ce site internet vous présente le bureau, nos actualités, nos projets (en cours et passés) et explique ce qu'est la coopération décentralisée avec notamment l'accès à de nombreuses ressources et publications et la mise en avant de notre réseau de partenaires dont vous faites partie.

5. Le renforcement et le développement des partenariats franco-libanais.

Cités Unies Liban/BTVL est l'opérateur libanais de la coopération décentralisée franco-libanaise pour le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). A ce titre et afin de répondre aux attentes du plan d'action pour le soutien au développement et au renforcement des projets de coopération décentralisée franco-libanais 2020, Cités Unies Liban/BTVL a participé et animé de nombreuses réunions.

Afin d'entreprendre des actions pertinentes et durables en partenariat avec l'Ambassade de France et le MEAE, Cités Unies Liban/BTVL met régulièrement à jour la base de données des partenariats de coopération décentralisée franco-libanaise. Ce travail permet d'adresser à l'Ambassade de France et au MEAE un état complet des partenariats de coopération décentralisée tous les 6 mois.

5.1. Participation aux réunions du Comité de pilotage (COPIL) du Fonds d'appui à la coopération décentralisée franco-libanaise de la DAECT/MEAE ainsi qu'à des réunions avec Cités Unies France

- ✓ *Les 21 et 22 septembre, les « 11e Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales », à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris (France)* : 800 participants, dont 120 collectivités territoriales françaises, ainsi que les représentants de plus de 20 pays (dont 8 délégations étrangères et 15 ambassades étrangères en France), se sont rassemblés à cette occasion.

  Ces Rencontres 2020 se sont articulées autour d'un double enjeu : accompagner les nouveaux élus en leur permettant de « s'immerger » au cœur de l'action internationale des collectivités territoriales, en mettant l'accent sur la sensibilisation et l'information autour de cette politique publique et, second enjeu, tirer les leçons de la crise du Covid-19 et échanger sur les évolutions de l'action internationale des collectivités, pour porter dans les coopérations et les partenariats les réflexions autour des nécessaires transformations des territoires, des modes de production, de consommation, des systèmes de santé.

  La Maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, et le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, ont ouvert cet événement. Le Ministre a également rappelé les enjeux de la diplomatie française, et le travail avec les collectivités territoriales. De nombreuses personnalités ont également eu l'occasion d'intervenir tout au long de ces 2 journées : Roland Ries, Président de Cités Unies France, Christine Moro, Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités, DAECT/MEAE, Bertrand Walckenaer, Directeur général délégué de l'Agence française de développement, et Emilia Saïz, Secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unies (CGLU), etc.

- ✓ *Le 9 octobre, réunion du Comité des donateurs de fonds, en ligne :* Depuis 2003, Cités Unies France mobilise des fonds de solidarité des collectivités françaises pour venir en appui à des collectivités territoriales du monde frappées par une catastrophe. Dans ce cadre, un fonds de solidarité a été lancé en août 2020, après les explosions dans le port de Beyrouth du 4 août, pour venir en aide aux collectivités libanaises et les soutenir face aux multiples crises financière, économique, sociale et sanitaire auxquelles elles sont confrontées.

Cette première réunion a permis de présenter l'analyse de l'enquête réalisée par Cités Unies Liban auprès de 20 collectivités libanaises sur les besoins urgents des collectivités libanaises et discuter des premières pistes de projets d'appui aux municipalités libanaises qui pourraient être mis en œuvre dans le cadre de ce fonds de solidarité.

Ce fonds de solidarité devrait être attribué au début de l'année 2021.

5.2. Organisation de formations et d'échanges d'expérience en partenariat avec les institutions françaises

Protocole d'accord

- ✓ *En janvier et le 26 août 2020, en ligne :* tenue du Comité de suivi qui a rassemblé les représentants des instances faisant partie du Comité de suivi, à savoir l'Ambassade de France au Liban, le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités, le Comité des Maires Libanais, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), Cités Unies Liban/BTVL ainsi que la DAECT/MEAE. Un comité formé dans la cadre de la signature d'un protocole d'accord pour un Centre de Formation pour les Municipalités Libanaises lors des 3e Assises de la coopération décentralisée franco-libanaises qui se sont tenues à Carcassonne, les 19 et 20 septembre 2019.

  Cette réunion a principalement permis de présenter et partager les conclusions et recommandations du « Diagnostic sur les leviers et freins à la conception d'un plan national de formation des municipalités au Liban » réalisé par le CNFPT en partenariat avec Cités Unies Liban/BTVL ainsi que de présenter l'état d'avancement du projet d'élaboration d'outils de Gestion des ressources humaines municipales et du projet de préfiguration du CEFOM, déposé à l'appel à projet FICOL de l'AFD.

Outils de communication

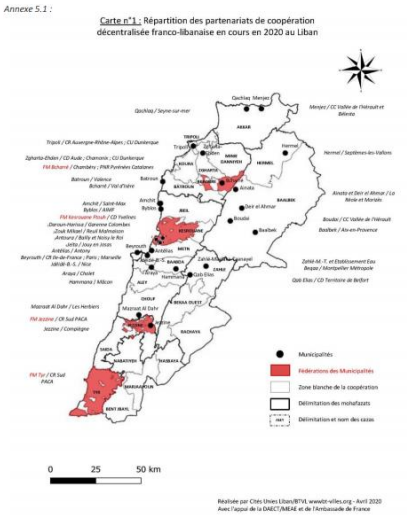
- ✓ *Avril 2020* : Pendant la période de confinement, le « Guide pratique de la coopération décentralisée à l'usage des collectivités locales libanaises » a été mis à jour et le « Vadémécum de la coopération décentralisée franco-libanaise à l'usage des collectivités locales françaises » a été créé. Ces outils ont pour objectifs d'apporter aux collectivités locales françaises, de manière succincte, des éléments d'informations sur l'organisation municipale au Liban, sur l'organisation des collectivités locales en France et sur la coopération décentralisée franco-libanaise afin de faciliter le développement des partenariats. Le « Guide opérationnel de la coopération décentralisée » de la DAECT/MEAE publié en septembre 2020 fait mention de ce vadémécum et vient compléter les informations.

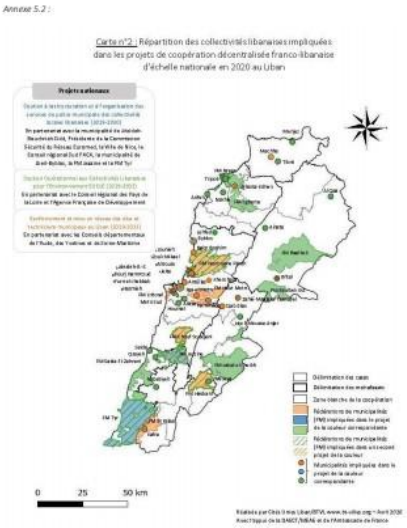
- ✓ *Mai 2020* : Dans ce cadre, a également été réalisée une définition cartographique des zones blanches de la coopération décentralisée franco-libanaise et les recommandations qui en découlent. Un travail d'analyse a été produit afin d'expliquer deux cartes : l'une sur la répartition des partenariats de coopération décentralisée franco-libanaise en cours en 2020

au Liban. L'autre sur la répartition des collectivités libanaises impliquées dans les projets de coopération décentralisée franco-libanaise d'échelle nationale en 2020 au Liban.

- ✓ *Octobre 2020* : Aussi, en ce sens, a été mise en ligne une liste des collectivités libanaises en recherche de partenariat ainsi qu'une fiche projet expliquant ce en quoi consiste le Projet de soutien au développement et renforcement des partenariats entre collectivités françaises et libanaises

Tous ces éléments doivent permettre d'appréhender les mécanismes de fonctionnement des collectivités françaises et libanaises et de prendre connaissance des leviers de financement disponibles pour l'engagement à l'internationale des collectivités françaises.





L'année a également été rythmée par l'organisation d'événements en ligne permettant de garder une certaine dynamique dans les échanges entre partenaires franco-libanais.

- ✓ *Le 16 juin, Webinaire « Les municipalités libanaises face à la crise sociale et économique : quels appuis possibles de la coopération décentralisée franco-libanaise ? », en ligne* : Cette rencontre était organisée en partenariat avec le CNFPT, Cités Unies Liban/BTVL, le Comité des Maires Libanais, CUF, la DAECT/MEAE, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et l'Ambassade de France au Liban.

  Des intervenants français et libanais ont évoqué l'évolution de la coopération décentralisée franco-libanaise dans un contexte de crise. Les élus locaux libanais M. Riad YAMAK, Maire de la Municipalité de Tripoli, et M. Saleh ABOU MANSOUR, Maire de Rachaya et Président de la Fédération des Municipalités de Jabal el Sheikh, sont notamment revenus sur la situation actuelle au Liban et les éventuelles pistes de projets de coopération.

  L'Etat français et l'Etat libanais étaient également représentés par Mme MORO, Ambassadeur, Déléguée pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français, et Mme Faten ABOU HASSAN, Directrice générale p.i. des collectivités locales du Ministère de l'Intérieur et des Municipalités (MIM) libanais. L'ensemble des discussions ont permis de faire ressortir l'importance du développement ou renforcement de partenariats portant sur :

  - Le renforcement de capacités des acteurs locaux (formations, partage d'expériences, etc.).
  - Le développement de l'économie locale (création d'emplois pour les jeunes, économie circulaire, etc.).
  - L'exploitation de ressources durables (énergies renouvelables, agriculture, etc.).
  - Le développement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

  Ces différentes pistes de partenariats et la présence de 96 participants à ce webinaire, aussi bien français que libanais, ont de nouveau souligné l'envie des collectivités locales des deux pays de poursuivre leur engagement dans la coopération décentralisée.

- ✓ *Les 12 et 13 octobre, Webinaire « La Protection et Valorisation du patrimoine : quelles actions possibles pour les collectivités locales libanaises ? », en ligne* : Ce webinaire était organisé par Cités Unies Liban en partenariat avec Sites et Cités Remarquables de France et l'appui de la DAECT/MEAE.

  Il avait pour objectif de renforcer les capacités des municipalités libanaises pour la protection, la valorisation et la gestion durable de leur patrimoine ainsi que de renforcer les partenariats entre collectivités locales françaises et libanaises. Il permettra de présenter le réseau de Sites et Cités Remarquables qui compte 270 membres ainsi que des projets mis en œuvre par les villes de la Réole, Libourne, Pont Saint Esprit, Semur-en-Auxois, Autun et les Vallées catalanes du Tech et du Ter.

- ✓ *Les 8 et 9 décembre, Atelier technique et de formation « Vers une gestion intégrée par bassin versant », en ligne* **:** En tant qu'opérateur libanais de la coopération décentralisée franco-libanaise pour le MEAE, Cités Unies Liban/BTVL met en place le projet de renforcement des partenariats de coopération entre les collectivités françaises et libanaises. Avec ce projet, il encourage notamment les échanges d'expertise et de savoir-faire entre les deux pays.

  Dans ce cadre, il a été convenu, au vu des besoins exprimés par les collectivités locales françaises et libanaises et par les partenaires, que se tiendrait en 2020 un atelier technique et de formation sur la gestion par bassin versant et les contrats de rivière. Une thématique faisant directement écho à l'Objectif 6 des Objectifs de Développement Durable (ODD) « Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable ».

  Cet atelier, initialement prévu au Liban en mai 2020, a été adapté en ligne à cause de la crise sanitaire et a eu lieu les 8 et 9 décembre derniers. Il a rassemblé 120 participants sur deux matinées, incluant des représentants de collectivités libanaises et collectivités françaises, des universitaires, associations, entreprises, techniciens et ingénieurs en hydrologie. Mme REINGOLD, Chargée de mission à la Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (DAECT/MEAE) nous a fait l'honneur d'introduire et conclure l'évènement lors duquel Mme Suzy HOAYEK, Conseillère sur les questions d'eau et assainissement au Ministère de l'Energie et de l'Eau (MEE) libanais est également intervenue.

  Il a été question du rôle des collectivités locales libanaises dans la gestion de l'eau et de l'assainissement au Liban mais également de la gestion à l'échelle du bassin versant, ses enjeux, intérêts et difficultés appliquées, de façon pragmatique, au cas du Liban. Les échanges autour de cette gestion intégrée de la ressource en eau ont souligné l'effervescence des collectivités aussi bien françaises que libanaises sur le sujet et laissent percevoir des perspectives de coopération prometteuses et porteuses au vu du travail restant à fournir dans ce domaine au Liban.

5.3. Missions à des fins d'identification et de suivi des partenariats en France

Ces missions avaient pour objectif d'identifier de nouveaux partenaires potentiels en lien étroit avec le Groupe-pays Liban de Cités Unies France et la DAECT/MEAE, de suivre des partenariats en cours et de les renforcer si nécessaire, de préparer les réunions ou formations prévues dans le cadre de projets, les visites ne pouvant pas être réalisées dans le cadre de la crise sanitaire. Cités Unies Liban/BTVL a participé aux événements suivants :

- ✓ *Les 1, 2, 4, 8, 9, 10 décembre, La semaine internationale de Sites et Cités remarquables, en ligne* : Organisation de cet événement par Sites et Cités remarquables de France. Un événement auquel ont participé Cités Unies Liban/BTVL et de nombreux élus libanais à l'instar de M. Ghassan Tayoun, adjoint au maire de Zgharta/Ehden, Mme Josiane Kandalaft, agent de développement local de Zgharta/Ehden, Mme Mirna Seaibi, Agent de Développement local de Jeita, M. Charbel Aoun, Ingénieur de la Fédération des Municipalités de Jezzine, Mme Nada Halawé, Agent de Développement Local de Ras el Matn, M. Toni Saadé, Agent de la Municipalité de Ainata, mais également le secteur associatif en la présence de l'ONG Biladi, et Mme Yara Kurumilian, sa coordinatrice de projets, qui a fait une présentation sur l'éducation au patrimoine en présentant les actions de l'ONG.

5.4. Missions et réunions à des fins d'identification et de suivi des partenariats au Liban

Même si les déplacements étaient particulièrement réduits en cette année 2020, des réunions ont permis d'échanger avec les collectivités françaises qui le souhaitaient, de rencontrer des collectivités libanaises qui sollicitaient des coopérations et de les informer sur le contexte de la coopération décentralisée et son fonctionnement, d'apporter des conseils aux partenaires dans le cas de difficultés rencontrées dans le partenariat ou afin de redynamiser, de renforcer ou de développer un partenariat. Ces réunions ont conduit à une meilleure connaissance des actions menées par les collectivités françaises au Liban, permettant ainsi d'optimiser les projets à développer et à mettre en place. Ainsi, Cités Unies Liban/BTVL a rencontré les collectivités françaises suivantes :

- ✓ *Le 28 octobre, réunion avec la ville de Limoges, en ligne* : Rencontre avec Mme LAUCOURBET, Chargée de mission à la ville de Limoges pour un partenariat avec une ville libanaise. Le maire de Limoges souhaiterait développer une coopération avec une municipalité libanaise, la préférence serait avec Beyrouth, mais la ville pourrait également être intéressée par Zahlé… Limoges pourrait s'impliquer sur des thématiques comme « culture et villes créatives », « francophonie », « sports » ou encore « gestion des déchets ».

- ✓ *Le 25 novembre, réunion avec la ville de Gleizé, en ligne :* Rencontre avec Mme Valérie LONCHANBON, Adjointe à la Culture, en charge des relations internationales de la ville de Gleizé et M. Olivier CHARRIN, Directeur de cabinet de la ville de Gleizé. Cette réunion a été organisée à la demande de la ville de Gleizé qui souhaiterait être mieux accompagnée dans l'amorce de son projet de coopération avec la ville de Feytroun. Afin d'appuyer la ville de Gleizé dans sa réflexion sur la thématique de projet à mettre en place, Cités Unies Liban/BTVL a adressé les outils de communication créés en 2020 (cf. p.14) et les coordonnées directes d'agents et élus libanais afin d'échanger sur des exemples de coopération réussies.

- ✓ *Le 3 décembre, réunion avec les villes françaises du réseau du réseau des Villes créatives de l'Unesco* : Enghien et Lyon et leur spécialité sur les arts numériques, Saint-Etienne et le design, Metz et la musique, Limoges et les traditions et arts populaires. Ces collectivités qui souhaiteraient se mobiliser pour le Liban.

- ✓ *Le 10 décembre, réunion avec la Métropole de Toulouse* : Rencontre, en lien avec le Ps Eau (Vincent DUSSAUX) et le LEWAP (Jasmine EL KAREH), avec les représentants de la Métropole de Toulouse, Mme Nathalie BEDRUNE, Chef de projet à la Direction Internationale et M. Stéphane BEQUET, Directeur des relations Internationales. Suite aux explosions du 4 août, l'administration de Toulouse Métropole a été saisie par de nombreuses structures et associations pour engager des actions de solidarité. La collectivité a ainsi répondu favorablement à plusieurs demandes en envoyant du matériel scolaire et médical et en procédant à un appui financier à l'association libanaise Arc en Ciel. Le nitrate d'ammonium étant aussi à l'origine de l'explosion d'AZF en 2001 à Toulouse, la ville réfléchit à la mise en œuvre d'un projet axé sur l'eau potable et/ou l'assainissement à Beyrouth dans sa reconstruction.

- ✓ *Le 16 décembre, réunion avec la ville d'Angoulême, en ligne :* A la demande de Sites et Cités remarquables, a été organisée une réunion d'échange avec M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Point Focal Ville Créative UNESCO, Responsable de la Politique de l'Image et du Rayonnement territorial de la ville d'Angoulême. Comme Beyrouth, Angoulême est membre du réseau des Villes créatives de l'Unesco au titre de la littérature et de l'Association Internationale des Maires Francophones. A ce titre, la ville souhaiterait centrer ses efforts dans le domaine du patrimoine, des industries créatives qui ont été frappés par la catastrophe du 4 août 2020. Angoulême pourrait mobiliser autour d'elle les villes littéraires de l'UNESCO sur le thème du livre, de la lecture et du soutien aux auteurs/éditeurs/libraires.

- ✓ *Décembre - Nîmes* : Suite à la demande du maire de Menjez pour un accompagnement dans le montage de son dossier UNESCO, la ville de Nîmes s'est dit prête à assurer une mission d'expertise. L'élue en charge du patrimoine et de la labellisation Unesco se chargera de la coopération.

- ✓ *Décembre – Conseil départemental de la Loire –Atlantique* : Développement d'actions sur le volet Sécurité civile pour le Liban. Ce département a développé ce type de coopération en Tunisie et en Palestine et cela a donné d'excellents résultats. S'il y a une demande et un besoin d'expertise auprès d'une ou plusieurs collectivités libanaises, il se propose de le prendre en charge. Le Conseil départemental est donc dans l'attente d'une demande concrète de la part d'une collectivité libanaise.

6. Le renforcement institutionnel et la mise en œuvre de projets techniques

• 6.1. Projet d'assistance technique aux Bureaux Municipaux de Développement Local de quinze collectivités locales au Liban (2018-2019)

Contexte : Le nouveau projet s'inscrit dans la continuité du « Projet de renforcement des capacités des municipalités libanaises et de formation dans le domaine du développement local », dont une vingtaine de collectivités ont bénéficié pendant trois ans (2016-2018). Il répond à un besoin exprimé par ces collectivités, lors d'une évaluation à mi-parcours, de mettre en pratique les acquis de la formation en développement local qu'elles ont suivi. Parallèlement, le projet cherche à répondre au constat d'un manque de concertation des actions municipales avec la société civile.

Objectif général : Soutenir les projets de développement local des collectivités locales libanaises et valoriser les acquis des agents de développement local. Les projets qui concourent au développement économique, social et culturel des territoires libanais sont appuyés.

En parallèle, il s'agit de contribuer à la création d'espaces pérennes de participation citoyenne dans les collectivités locales libanaises et de favoriser le développement de relations entre les collectivités libanaises et catalanes.

Partenaires : La Diputacion de Barcelone et le Fons Mallorqui. Les 15 municipalités et Fédérations des municipalités bénéficiaires du projet sont :

1. Antoura,
2. Brital,
3. Furn El Chebbak,
4. Hammana,
5. Jdeidé,
6. Jeita,
7. Nahr Ibrahim,
8. Zgharta/Edhen,
9. Zouk Mikael,
10. Fédération des Municipalités du Chouf Soueijani,
11. Fédération des Municipalités d'Hasbani,
12. Fédération des Municipalités du Haut Metn,
13. Fédération des Municipalités de Kalaa,
14. Fédération des Municipalités du Kesrouan,
15. Fédération des Municipalités de Sahl.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet d'assistance technique aux Bureaux Municipaux de Développement Local de quinze collectivités locales au Liban:

- ✓ *Le 5 février 2020, Municipalité de Sin el Fil (Liban)* : Le projet d'assistance technique aux Bureaux Municipaux de Développement Local de quinze collectivités locales au Liban a pris fin le mercredi 5 février 2020, lors d'un séminaire final organisé par Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises en partenariat avec la Diputacion de Barcelone et le Fons Mallorqui à la Municipalité de Sin El Fil. Ce projet avait pour objectifs de soutenir les projets

de développement local des collectivités locales libanaises et valoriser les acquis des agents de développement local, d'appuyer des projets qui concourent au développement économique, social et culturel des territoires libanais, de contribuer à la création d'espaces pérennes de participation citoyenne dans les collectivités locales libanaises et de favoriser le développement de relations entre les collectivités libanaises et catalanes.

A l'occasion de ce séminaire final, 79 élus, agents municipaux et membres de la société civile des quatorze collectivités locales étaient présents ainsi que M. Antony MONTSENY, Directeur des Relations Internationales, et Mme Margarida BARCELO FONTANALS, Chef du Bureau de Coopération au Développement à la Diputacion de Barcelone.

Pour clore ce projet, des certificats ont été remis à l'ensemble des membres des groupes de la société civile ayant suivi les formations sur le développement local, et ayant appuyé les collectivités locales dans la réalisation de leur projet de développement local. Les agents de développement local ont également reçu une attestation certifiant leur capacité à élaborer, mettre en œuvre et suivre un projet de développement local.

Enfin, Cités Unies Liban/BTVL a réalisé un documentaire présentant les résultats des quatorze projets de développement local mis en œuvre par les collectivités locales bénéficiaires et les retours d'expérience des élus et agents municipaux ayant contribué à ce projet.
Vous pouvez retrouver ce documentaire sur notre page Facebook.

Résultats:

Ce séminaire a permis de revenir sur les résultats de ce projet, notamment à travers la réalisation d'une évaluation qui a mis en avant les difficultés rencontrées à chacune des étapes des 14 projets mais également les réussites et les points forts. De façon générale, le projet a permis de mettre en place des espaces pérennes de participation citoyenne auprès des collectivités locales et de créer un lien de confiance entre les collectivités locales et la société civile. Les retours des membres de la société civile ont été très positifs et ont mis en avant l'importance de leur implication dans toutes les étapes du projet permettant d'assurer la légitimé et la pérennité des 14 projets de développement local mis en œuvre. Malgré les difficultés liées au contexte politique et économique, les agents de développement local ont montré qu'ils sont aujourd'hui en capacité de monter et mettre en œuvre un projet de développement local tout en répondant aux conditions des bailleurs de fonds.

- ## 6.2 Projet de renforcement et de mise en réseau des élus et techniciens municipaux au Liban (2019-2021)

Contexte : Ce projet fait suite à trois projets qui ont consisté à former et accompagner les acteurs locaux dans la mise en application de compétences propres au développement local, tant chez les élus que chez les techniciens municipaux, : le « Projet de renforcement des capacités des municipalités libanaises et de formation dans le domaine du développement local », le « Projet d'assistance technique aux bureaux municipaux de développement local de 15 collectivités locales libanaises » et le « Projet de formation en génie urbain de la ville durable au Liban ». Il s'agit maintenant de mettre en relation ces professionnels afin que l'échange d'informations permette de faire circuler les « bonnes pratiques » au sein des collectivités locales libanaises. Au cours de cette année 2020, il s'est orienté davantage vers de l'accompagnement des collectivités pour développer des compétences sociales.

Objectif général : Accompagner, soutenir, et renforcer l'action municipale libanaise à travers le renforcement de leurs capacités et la mise en réseau des élus et techniciens municipaux.

En cette fin d'année 2020 et pour la dernière année du projet, l'objectif sera de fournir un accompagnement technique à 6 villes libanaises bénéficiaires pour les aider à mettre en place un projet dans un domaine social identifié.

Partenaires : Le Conseil Départemental de l'Aude, des Yvelines et de Seine-Maritime.

Les 6 collectivités libanaises bénéficiaires dans le cadre du nouveau projet social sont :

1. La Municipalité de Qaa
2. La Municipalité de Antoura
3. La Municipalité de Jeita
4. La Municipalité de Jdeideh
5. La Municipalité de Hammana
6. La Municipalité de Menjez

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet de renforcement et de mise en réseau des élus et techniciens municipaux au Liban :

- ✓ *Le 20 janvier, Municipalité de Zahlé (Liban) et 21 janvier, Municipalité de Saida (Liban) :* Organisation des premières conférences du second cycle sur les outils de structuration de l'action sociale en temps de crise pour échanger avec les élus libanais sur la structuration des services municipaux, particulièrement en situation de crise et d'urgence et face à la diminution des moyens financiers des municipalités.

  Ce deuxième cycle de conférences a permis de faire intervenir Mme Khadija IHRZA, Directrice Générale des Services de la Ville de Cléon (France) et Mme Fleur FERRY, Responsable de la cellule coopération internationale du Département de Seine-Maritime (France) dans des échanges avec des élus locaux libanais sur les méthodes de gestion et les outils que peuvent utiliser les municipalités pour faire face à une crise, une diminution des financements ou encore une augmentation de la pauvreté.

- ✓ *Du 4 au 21 août, en ligne* : Mise en place des sessions de formation pour les techniciens municipaux sur « La collecte des données et l'analyse des besoins locaux ». Cette formation de trois jours a été organisée pendant trois semaines consécutives. Les 4, 10 et 11 août pour les collectivités locales du Liban-Sud, le 11, 12 et 13 août pour les collectivités locales de la Béqaa et le 18, 19 et 21 août pour les collectivités locales du Mont-Liban et du Liban-Nord.

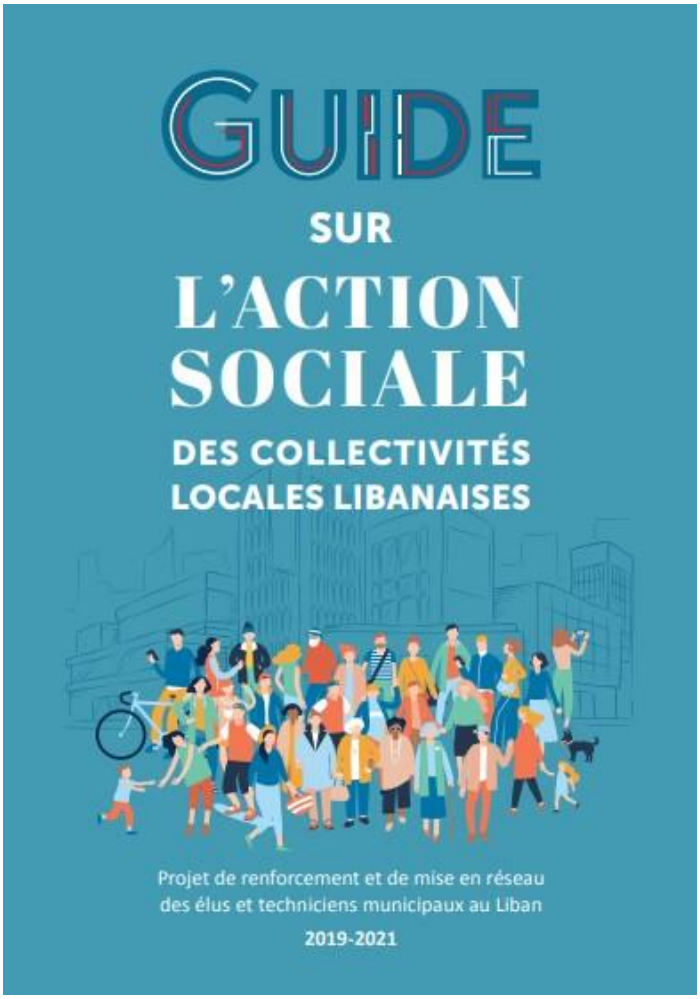
  Au total, 12 élus et agents municipaux du Sud, 12 élus et agents municipaux de la Béqaa et 20 élus et agents municipaux du Mont-Liban et du Nord, ont assisté à la formation dispensée par l'expert Dr. Pierre FILFILI et ont ainsi pris connaissance des techniques d'identification des sources de données, de recensement des besoins, et d'analyse et d'utilisation des données et des informations collectées. Ainsi, les participants ont pu renforcer leurs compétences en matière de recherche de données et de création d'enquêtes de terrain, identifier les acteurs et institutions qui collectent déjà des données et voir comment les solliciter, et optimiser l'utilisation des outils d'analyse qui leur permettent d'utiliser les données dans des stratégies locales et notamment pour la mise en place d'actions sociales.

- ✓ En parallèle a été réalisé un guide sur l'action sociale grâce à des données récoltées lors d'entretiens avec les élus locaux participant au projet. La version française, rédigée en novembre 2020, présente des informations qualitatives et quantitatives sur la situation sociale actuelle au Liban devenue alarmante à cause des répercussions de la crise politique et socio-économique nationale qui a explosé en octobre 2019 et qui a été exacerbée par la crise sanitaire du Covid-19 en mars 2020.

  Ce guide vise à partager les bonnes pratiques de quelques municipalités libanaises sélectionnées, qui ont réussi à mettre en place des actions sur le plan du développement économique et social de leurs habitants malgré les difficultés, afin d'accompagner celles qui le souhaiteraient à mettre en place des projets similaires ou à s'inspirer des initiatives existantes pour les adapter à leurs problématiques et territoires. Par ailleurs, ce guide

présente également des bonnes pratiques issues de collectivités françaises qui, bien que le contexte soit différent, ont réussi à développer des outils ou des projets visant à mettre en œuvre des politiques publiques d'action sociale. La version française a été rendue publique en décembre 2020 / janvier 2021, pour la consulter rendez-vous sur notre site internet.

Résultats : *Activités en cours.*



- ## 6.3. Projet de création d'une Agence urbaine et de développement territorial dans le nord Liban (2019-2021)

Contexte : Les services des collectivités locales manquent des moyens financiers et humains nécessaires à la mise en œuvre de leur mission de planification. De même, il n'existe pas d'entité de dialogue permettant une réflexion élargie et partagée entre les différents acteurs de la construction urbaine. Enfin, la complexité des relations avec l'Etat, censé être le porteur des politiques d'aménagement, et le découpage administratif inadéquat pour le développement territorial compliquent l'action des collectivités locales et l'assurance d'un développement territorial durable. Pourtant, les acteurs locaux font face à des enjeux communs de gestion et de développement local, ce qui légitime et rend nécessaire la création d'une Agence urbaine et de développement territorial.

Objectif général : Créer un outil d'appui à la construction d'une vision stratégique partagée, dans laquelle s'inscrivent les schémas d'aménagement du territoire, ainsi qu'un outil de réflexion et d'échanges autour d'enjeux territoriaux et des projets de développement locaux envisagés.

Partenaires : La Communauté Urbaine de Dunkerque Grand Littoral et la Municipalité de Zgharta/Ehden en partenariat avec la FNAU, la Communauté Urbaine d'Al Fayhaa, l'Agence Urbaine de Flandre-Dunkerque et avec le soutien financier du Ministère français de l'Europe et des Affaires Etrangères

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet de création d'une Agence urbaine et de développement territorial dans le Nord Liban :

- ✓ *Le 27 février 2020, Municipalité de Tripoli (Liban)* : Organisation d'une réunion de présentation du projet et de ce qu'est une agence urbaine. A l'initiative du Conseil municipal de Tripoli, Cités Unies Liban/BTVL a rencontré de nombreux acteurs libanais (des élus ainsi que des acteurs de la société civile, des universités, etc.) afin de leur expliquer le rôle d'une Agence urbaine.

  Etaient présents à ce séminaire plusieurs représentants de députés, du conseil municipal et de la société civile. Parmi eux Mme Samira BAGHDADI représentante du député et ancien ministre M. Mohamed SAFADI, M. Elie OBEID représentant du député et ancien ministre M. Jean OBEID et Mme Lina RAFEI représentante de l'ancien député M. Abdel Majid RAFEI. La municipalité de Zgharta-Ehden était également présente en la personne de M. Ghassan TAYOUN, Adjoint au Maire de Zgharta/Ehden et Vice-Président de la Fédération de Municipalités de Zgharta. Toutes ces personnes ont montré leur intérêt pour ce projet et approuvé l'idée de création d'une agence urbaine.

  Suite à ces rencontres, Cités Unies Liban a commencé la rédaction d'une Charte des municipalités et fédérations des municipalités du bassin de vie du fleuve Abou Ali pour la création d'une agence urbaine et de développement territorial.

- ✓ *Le 18 juin, en ligne :* Organisation du Comité de pilotage du projet afin de le repenser, à l'aune des difficultés, notamment financières, qui impactent les collectivités locales partenaires. Ainsi, une nouvelle feuille de route a été discutée et validée avec les différents partenaires

libanais et français durant l'été afin de pouvoir entreprendre des actions dès la rentrée en septembre.

- ✓ *Le 1er septembre, Liban* : Lancement des études juridiques et financières afin d'évaluer la faisabilité, sur ces différents plans, d'une Agence urbaine dans le Nord Liban et d'étudier les scénarios envisageables pour la mettre en place. Dans ce cadre et afin d'assurer une mobilisation constante des acteurs concernés par le projet, un suivi régulier est assuré par Cités Unies Liban / BTVL grâce à des réunions et échanges avec l'équipe d'experts en charge de la réalisation des études juridiques et financières.

Résultats : *Activités en cours.*

- ## 6.4. Projet de Soutien Opérationnel aux Collectivités Libanaises pour l'Environnement : SOCLE (2019-2021)

Contexte : Malgré les efforts consacrés par les collectivités locales libanaises, la situation environnementale s'est fortement dégradée depuis plusieurs années. L'arrivée massive de réfugiés syriens depuis 2011 a augmenté la pression énergétique, la pollution des sols, de l'air et la production de déchets. Les collectivités locales libanaises sont les premières concernées par ces impacts et disposent aujourd'hui de peu de ressources pour faire face à cette pression démographique et à la dégradation de leur environnement. En effet, le manque de moyens humains, techniques et financiers, affaiblit considérablement les collectivités locales libanaises pour mettre en œuvre des politiques publiques environnementales et pour développer des projets environnementaux et utilisant les énergies renouvelables.

Objectif général: Renforcer les compétences des collectivités dans la gestion environnementale et les énergies renouvelables.

Partenaires : La Région Pays de la Loire et l'Agence Française de Développement.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet de soutien opérationnel aux collectivités libanaises pour l'environnement :

- ✓ *Du 28 janvier au 27 février, Liban* : Les formations étaient assurées par l'Association Libanaise pour la Maîtrise de l'Energie et pour l'Environnement (ALMEE). Sur la base de l'ingénierie développée par le Ministère de l'Environnement et des Affaires Administratives, les participants ont ainsi pris connaissance des lois relatives à l'environnement impliquant les collectivités locales et leurs responsabilités dans ce domaine. Différentes thématiques ont été étudiées comme la gestion des déchets, la qualité de l'air, la gestion des systèmes écologiques, la gestion de l'eau et de l'assainissement, la gestion de crise environnementale et la participation citoyenne. Elles ont été dispensées les 28 et 30 janvier, 4 et 6 février, pour les élus et agents municipaux du Mont Liban, les 11, 13, 18 et 20 février pour les élus et agents municipaux de la Bekaa, les 25 et 27 février pour les élus et agents municipaux du Sud.

- ✓ *Le 12 mai 2020, en ligne* : Tenue du 2ème comité de pilotage en présence de l'ensemble des membres du comité de pilotage (Cités Unies Liban/BTVL, la Région des Pays de la Loire, le Comité des Maires Libanais, l'ALMEE, le Ministère de l'Environnement et le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités), de l'Ambassade de France et de l'Agence Française de Développement au Liban. Cette réunion a permis de faire un point d'avancement sur le projet SOCLE, les impacts de la crise sanitaire sur les formations et les solutions apportées pour assurer les avancées du projet.

- ✓ *Du 22 au 25 juin, en ligne* : Organisation d'une formation sur la gestion des déchets puis sur la qualité de l'air les 22 et 24 juin pour les élus et les agents municipaux de la région du Sud et les 23 et 25 juin sur les règlementations environnementales puis sur les garanties environnementales pour les élus et les agents municipaux de la région du Nord. Des formations qui se sont poursuivies en juillet.

A l'occasion du 1er jour de formation pour la région du Sud, M. Mohammad AL SAOUDI, Maire de Saïda, et M. Pierre-Edouard GRANDSIRE, Chargé de coopération au sein du service d'action culturelle et de coopération de l'Ambassade de France au Liban, étaient présents. L'ouverture de la formation pour la région du Nord s'est déroulée en présence de Mme Lina YAMOUT, Chef du service des directives environnementales au Ministère de l'Environnement libanais. Au total, une trentaine d'élus et agents municipaux des collectivités locales de Sud et du Nord ont assisté aux 8 modules de formation sur la gestion environnementale pour les municipalités. Les participants ont pris connaissance des lois relatives à l'environnement impliquant les collectivités locales et leurs responsabilités dans ce domaine. Différentes thématiques ont été étudiées comme la gestion des déchets, la qualité de l'air, la gestion des systèmes écologiques, la gestion de l'eau et de l'assainissement, la gestion de crise environnementale et la participation citoyenne.

- ✓ *Du 2 au 19 novembre, en ligne* : Mise en place du second module de formation. Mme Lina YAMOUT, Chef de Service des directives environnementales du Ministère de l'Environnement libanais, M. Maxime HENRI-ROUSSEAU, Directeur de Projets à la Région des Pays de la Loire et Mme Sophie MARION, Chef de projets Europe et Moyen-Orient à la Région Pays de la Loire étaient présents pour la session d'ouverture de chacune des Régions. Ainsi, 42 policiers municipaux des Régions de la Bekaa, du Nord, du Sud et du Mont-Liban ont eu l'occasion de prendre connaissance de la législation environnementale en vigueur au Liban et de leur rôle et mission dans ce cadre. Notamment sur la gestion des déchets, de la qualité de l'air, de la crise environnementale, de l'eau potable et des eaux usées. Toutes ces formations, comme pour le premier module, étaient assurées par l'Association Libanaise pour la Maîtrise de l'Energie et pour l'Environnement (ALMEE) sur la base de l'ingénierie développée par le Ministère de l'Environnement libanais.

- ✓ *Les 28, 29 et 30 septembre, en ligne* : Organisation d'un séminaire pour compléter les formations. Il a rassemblé plus de 80 participants et 10 acteurs ligériens publics et privés du secteur de la gestion environnementale ont pu présenter leurs expériences. Son Excellence M. Rami ADWAN, Ambassadeur du Liban en France, Mme Christine GUERRIAU, Présidente de la Région Pays de la Loire et Mme Agnès de GEOFFROY, Attachée de coopération à l'Ambassade de France au Liban, sont intervenus à cette occasion. Cet événement a permis de souligner le rôle important des collectivités locales dans la sensibilisation à la valorisation des déchets, le financement de la gestion de l'assainissement et la production d'énergie solaire en ville.

- ✓ *Le 15 décembre, en ligne* : Mise en place d'un séminaire à l'attention des collectivités bénéficiaires du projet sur « La mutualisation des compétences et le partenariat public-privé : des outils techniques et financiers en appui à la gestion environnementale locale ». A cette occasion été présents près de 70 élus et agents municipaux. Mme Lina YAMOUT, Chef de Service des directives environnementales au Ministère de l'Environnement, M. Sami MENKARA, Ancien Ministre, Ancien Maire de Tripoli et Conseiller de Cités Unies Liban/Bureau Technique des Villes Libanaises, M. Elias BEAINOU, Maire de Zouk Mikael et Représentant du Comité des Maires Libanais, M. Ziad CHALFOUN, Maire de la Municipalité de Ghosta, M. Rabih Al OSTA, Directeur général de Phoenix Machinery Indevco Group, M. Khalil HARFOUCHE, Maire de la Municipalité de Jezzine et Président de la Fédération des Municipalités de Jezzine, M. Tristan MATHIEU, Directeur général de la Fédération française

des entreprises de l'eau, M. Timothée DAVID, Chef de projet Sites et sols pollués et Déchets à SCE Keran Aménagement et Environnement sont intervenus.

Les acteurs publics et privés français et libanais ont pu croiser leur regard sur les thématiques de la mutualisation des compétences et du partenariat public-privé. Les intervenants ont ainsi pu expliquer le cadre législatif et institutionnel qui permet la mise en œuvre de ces outils techniques et financier au niveau local. Ils ont également pu partager leurs expériences montrant ainsi les avantages, mais également les limites et les risques qui peuvent survenir autour de projets environnementaux et en énergie renouvelable s'appuyant sur la mutualisation et le partenariat public-privé.

Résultats : *Activités en cours*.

SOCLE

مشروع دعم البلديات في مجال البيئة ٢٠١٩ - ٢٠٢١

SOUTIEN OPÉRATIONNEL AUX COLLECTIVITÉS LIBANAISES POUR L'ENVIRONNEMENT 2019-2021

- 6.5. Projet de soutien à la structuration et à l'organisation des services de police municipale des collectivités locales libanaises (2019-2020)

Contexte : Ce nouveau projet doit permettre de poursuivre le travail engagé dans les formations indispensables à l'exercice des missions de police municipale mais également à initier l'étude d'un document de type « convention de coordination » entre les forces de police de l'Etat et les villes adhérentes à cet engagement. Il s'inscrit dans la continuité d'une série de projets sur le renforcement de capacité des services de police municipale des collectivités locales libanaises lancée en 2014.

Objectif général: Améliorer l'organisation interne des services de police municipale et la coordination avec la police d'Etat afin qu'ils soient en mesure de répondre aux directives municipales, qu'ils aient une meilleure reconnaissance de leur travail de proximité et puissent ainsi améliorer leur image auprès des citoyens.

Partenaires : La municipalité de Jdeideh-Bouchrieh-Sidd, Présidente de la Commission Sécurité du Réseau Euromed et la Ville de Nice. En partenariat avec les Fédérations de Municipalités de Jezzine et de Tyr, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur et la Ville de Jbeil/Byblos.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet de soutien à la structuration et à l'organisation des services de police municipale des collectivités locales libanaises :

- ✓ *Janvier 2020* : Définition une fiche de métier du Responsable de service de police municipale au Liban. En partenariat avec les experts français et en fonction des documents qui leurs ont été envoyés a été réalisée une fiche métier. Elle est un atout nécessaire pour accompagner les évolutions du milieu professionnel, permettre à chacun de se positionner, de connaitre et comprendre son rôle et ses missions mais aussi d'être reconnu pour ses compétences, ses connaissances et ses aptitudes.

  Une brochure de sensibilisation au rôle de la police municipale a également été réalisée à destination de divers publics (habitants, autres forces de police).Elle permet, de façon synthétique, de faire comprendre le rôle de la police municipale, les situations dans lesquelles les citoyens peuvent faire appel à elle et de rendre accessibles les coordonnées utiles.

- ✓ *Le 17 septembre, en ligne* : Une proposition de convention de coordination entre les Forces de sécurités intérieures et les municipalités libanaises bénéficiaires du projet a été faite et présentée à ces dernières par les experts niçois. Cette convention est le résultat d'une étude menée par les experts niçois comparant leurs exemples français et le cadre législatif libanais. Après présentation de cette première proposition, la municipalité de Jdeideh–Bouchrieh-Sidd, la municipalité de Jbeil/Byblos et les fédérations de municipalités de Jezzine et de Tyr ont pu faire leurs remarques aux experts niçois.

Résultats : *Activités en cours*.

- 6.6. Projet d'élaboration d'outils de Gestion des ressources humaines municipales

Contexte : Dans le cadre de l'action du Ministère de l'Intérieur et des Municipalités libanais pour la modernisation de l'action publique, la création d'une institution unique de formation est essentielle. En effet, il est nécessaire d'harmoniser, structurer et compléter les offres de formation existantes à l'échelle nationale pour les pérenniser et ainsi renforcer de manière globale les capacités des institutions municipales. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Protocole d'accord signé le 19 septembre 2019 entre le MEAE et le MIM.

Objectif général : Renforcer les compétences des collectivités locales libanaises en matière de gestion des ressources humaines municipales.

Partenaires : Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) en France, le CNFPT, le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités libanais et le Comité des Maires Libanais.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet d'élaboration d'outils de Gestion des ressources humaines municipales :

- ✓ *Les 29 et 30 juin et 1er juillet, en ligne* : Pour effectuer les travaux préalables à la constitution du CEFOM, des ateliers sur l'élaboration d'outils de gestion des ressources humaines municipales se sont tenus en ligne, du 29 juin au 1er juillet. Suite à la tenue de ces ateliers, un modèle de référencement des emplois, un modèle de règlement intérieur type, des fiches de poste et organigrammes types ont été créés. Tous ces éléments ont été présentés lors d'un Comité de suivi avec la totalité des partenaires, dont l'Ambassade de France au Liban, le 26 août, puis amendés et validés avant d'être publiés sur la e-communauté du CNFPT en octobre dernier. Cette e-communauté est pour le moment accessible aux partenaires et groupe de collectivités pilotes qui ont participé à l'élaboration des outils de gestion des ressources humaines.

- 6.7. Projet de Création du Centre de Formation des Municipalités du Liban : CEFOM

Contexte : Dans le cadre de l'action du Ministère de l'Intérieur et des Municipalités libanais pour la modernisation de l'action publique, la création d'une institution unique de formation est essentielle. En effet, il est nécessaire d'harmoniser, structurer et compléter les offres de formation existantes à l'échelle nationale pour les pérenniser et ainsi renforcer de manière globale les capacités des institutions municipales. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Protocole d'accord signé le 19 septembre 2019 entre le MEAE et le MIM.

Objectif général : Mettre en cohérence, structurer et renforcer les compétences municipales tout en assurant la pérennité des initiatives existantes en matière de formation des élus et agents des municipalités. Il s'agit également d'accompagner l'État et les municipalités dans la structuration d'un service public municipal, élément essentiel d'un développement local dynamique, durable et équilibré.

Partenaires : Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) en France, le CNFPT, le Ministère de l'Intérieur et des Municipalités libanais et le Comité des Maires Libanais.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet de création du Centre de formation des municipalités du Liban :

- ✓ *Février 2020* : Rédaction d'un diagnostic sur les leviers et freins à la conception d'un plan national de formation des municipalités au Liban afin d'établir un panorama des effectifs, emplois et métiers présents dans les municipalités libanaises et d'identifier les besoins en formation des agents et des élus municipaux, et exposer l'offre de formation existante.

- ✓ *Mai - Octobre 2020* : Création de la e-communauté « Centre de Formation des Municipalités du Liban » sur la plateforme en ligne du CNFPT et inscriptions d'un groupe pilote de collectivités locales libanaises. Cette e-communauté doit permettre de partager des documents cadres et outils de travail pour appuyer les collectivités libanaises dans la structuration de leurs services.

- ✓ *Novembre 2020 :* Obtention d'une Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (Ficol) de l'Agence française de développement (AFD).

Résultats : *Activités en cours*.

- 6.7. Projet de renforcement des collectivités locales libanaises sur la gouvernance locale de la migration (2020-2021)

Contexte : Au Liban, le phénomène migratoire est important, qu'il s'agisse de migrations économiques ou politiques. Ces dernières sont particulièrement liées à l'instabilité des pays voisins. Avec environ 1,5 million de réfugiés syriens, l'État libanais est débordé et mène des actions éparses sans réelle politique nationale claire sur la question migratoire qui devient un sujet politique sensible de premier ordre. Les collectivités locales libanaises se retrouvent livrées à elles-mêmes pour gérer les urgences mais également le quotidien des travailleurs migrants. Le manque de coopération entre les différentes parties prenantes de la gouvernance migratoire, le manque de clarté autour du rôle de chacune d'elles et la faiblesse des ressources humaines et financières des collectivités locales ont des conséquences négatives sur la gestion de certaines municipalités. Nombreuses sont celles où la pauvreté et l'instabilité augmentent, créant ainsi des tensions entre les communautés hôtes et les groupes de réfugiés et alimentant un discours négatif sur la migration.

Objectif général : Accompagner les collectivités locales libanaises pour la définition d'une feuille de route pour améliorer la gouvernance de la migration à niveau local.

Partenaires : La Diputacion de Barcelone et les 18 collectivités locales libanaises bénéficiaires : les municipalités de Menjez, Houmal, Brital, Hammana, Jeita, Jdeideh-Bouchrieh-Sidd, Antoura, Al Qaa, Furn el Chebbak, Sin el Fil, Saida, Tripoli, Beyrouth et les fédérations de municipalités de Hasbani, Al Qalaa, Kessrouan Ftouh, Chouf Soueijani et du Haut Metn.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du projet de renforcement des collectivités locales libanaises sur la gouvernance locale de la migration :

- ✓ *Le 27 mai, en ligne* : participation au webinaire de lancement du projet « Migrations ville-à-ville en Méditerranée » (MC2CM), organisé par *l'International Center for Migration Policy Development* (ICMPD), en présence de tous les partenaires de l'appel à projets.

- ✓ *Le 17 juillet, en ligne* : présentation du projet de renforcement des collectivités locales libanaises sur la gouvernance locale de la migration aux autres lauréats de l'appel à projets et aux partenaires.

- ✓ *Le 24 juillet, en ligne* : envoi des questionnaires aux 18 collectivités locales libanaises partenaires du projet afin de faire un état des lieux de la migration sur leur territoire. C'est-à-dire récolter des premières données quantitatives et qualitatives sur le type de populations présentes, leur nombre, les actions mises en place ou non pour et/ou avec ces populations, les obstacles rencontrés dans ce domaine, les besoins et premières recommandations pour avoir une plus grande marge de manœuvre.

- ✓ *Le 1er et 2 octobre, en ligne* : Organisation de deux ateliers participatifs. Les 17 résultats des questionnaires ont permis de faire une analyse des différentes situations observées dans les collectivités libanaises et d'organiser ces deux ateliers participatifs en ligne. Le premier atelier participatif s'est tenu le 1e octobre en présence des élus des 18 collectivités libanaises et le second s'est tenu le 2 octobre, en présence des agents de développement local, agents de

police municipale et leurs représentants. Ces ateliers ont impliqué plus de 70 personnes, élus et agents, des 18 collectivités libanaises bénéficiaires. Ils ont été l'occasion de présenter des exemples de bonnes pratiques catalanes, de recueillir les recommandations de chacun pour améliorer la gouvernance migratoire sur leur territoire, d'identifier les outils de structuration et de pérennisation d'initiatives locales en matière de migration. M. Josep MAYORAL, Maire de la Ville de Granollers, s'est notamment exprimé à ce sujet.

Toutes ces informations ont permis de commencer la rédaction d'une feuille de route qui sera présentée aux institutions nationales et internationales en vue d'améliorer le pouvoir d'action des collectivités locales libanaises en matière de migration. Cette feuille de route a par la suite été complétée grâce à un travail effectué cette fois avec les acteurs de la société civile et institutions internationales non-gouvernementales œuvrant dans le domaine de la migration.

- ✓ *Le 14 octobre, en ligne* : envoi d'un second questionnaire à 15 représentants d'organismes internationaux, associations locales et groupes de migrants et réfugiés afin de faire état de leur actions et pour identifier leurs liens (ou absence de liens) avec les collectivités locales libanaises dans le cadre de la mise en place d'actions dans le domaine de la migration.

- ✓ *Le 24 novembre, en ligne* : Organisation d'un troisième participatif. Les résultats de ce questionnaire ont servi de support à la mise en place d'un troisième et dernier atelier participatif en ligne, avec les acteurs associatifs et organismes internationaux. Cet atelier a rassemblé plus de 30 personnes dont 20 représentants d'organisations internationales, associations locales et collectifs libanais du domaine de la migration. Il a été l'occasion de présenter des exemples de bonnes pratiques étrangères en présence de partenaires catalans, de recueillir les recommandations des organismes travaillant au Liban afin d'améliorer les liens existants (ou non) entre acteurs de la société civile et collectivités locales libanaises dans ce domaine. Au cours des échanges, Mme Alisar BEY, Membre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Responsable de l'animation du groupe de coordination des travailleurs migrants (MWCG) est intervenue. De même que Mme Fatima GHADDAR, Chargée de mission MC2CM à l'ICMPD.

- ✓ Suite à cette série d'ateliers participatifs en ligne, une feuille de route est donc en cours de rédaction afin de proposer un plan d'actions aux collectivités locales libanaises, en coordination avec les associations locales et institutions internationales, pour qu'elles agissent efficacement et durablement pour et/ou avec les populations migrantes et réfugiées, sans toutefois oublier la communauté hôte libanaise au sein de laquelle ce travail s'inscrit.

Résultats : *Activités en cours*.

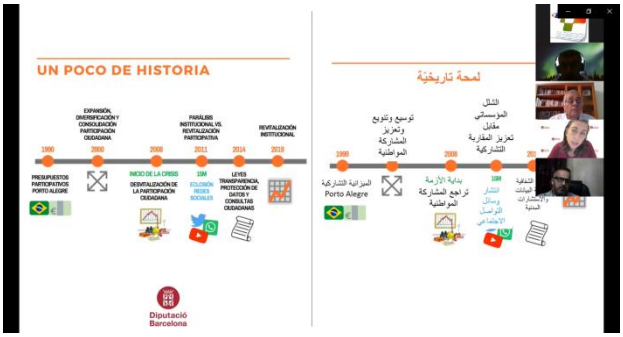
- **6.8. Projet d'appui aux municipalités libanaises dans le domaine du développement économique local et de la participation citoyenne (2020-2022)**

Contexte : Selon les derniers chiffres du gouvernement publiés en 2019, le taux de chômage touche 25% de la population libanaise dont 37% des jeunes libanais. La situation de crise économique et financière s'est aggravée depuis la fin de l'année 2019, accentuée par la crise du Coronavirus. Selon la Banque Mondiale, la pauvreté risque de toucher plus de 70% de la population libanaise fin 2020. Dans un contexte de crise économique, politique et sociale et face à l'absence de politiques publiques de l'État, il est crucial de remettre la municipalité libanaise au cœur de l'action locale, de la montrer comme un espace ouvert aux citoyens et de dialogue afin de renforcer la confiance entre les citoyens dont les jeunes et l'institution municipale et de mieux répondre à leurs besoins. Il est également nécessaire de renforcer et d'appuyer les municipalités afin qu'elles puissent encourager l'emploi des jeunes et assurer un développement économique local.

Objectif général : Appuyer six collectivités locales dans le domaine du développement économique local et de la participation citoyenne.

Partenaires : La Diputacion de Barcelone, les municipalités de Jezzine, Hammana, Menjez, El Qaa et des Fédérations de municipalités de Chouj Souaijani et Hasbani.

Chronogramme des activités 2020 réalisées dans le cadre du Projet d'appui aux municipalités libanaises dans le domaine du développement économique local et de la participation citoyenne :

- ✓ *Le 26 octobre, en ligne* : Organisation de la première formation sur la participation citoyenne et la transparence. Elle a regroupé 38 agents municipaux et représentants de la société civile des municipalités de Jezzine, Hammana, Menjez, El Qaa et des Fédérations de municipalités de ChoujSouaijani et Hasbani. A cette occasion, les partenaires de la Diputacion de Barcelone, la ville de Martorell et la ville de Sant Quirzedel Vallès ont fait état de leurs expériences dans les domaines de la participation citoyenne et de transparence grâce à des politiques publiques locales concrètes mises en œuvre sur leur territoire respectif. Ce nouveau projet a donc permis, au cours de ce premier temps de formation, de donner aux participants les outils et méthodes d'application des concepts de participation citoyenne et transparence au sein des collectivités locales libanaises.

Résultats : *Activités en cours*.